

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/200240]

Résultat de la sélection comparative d'inspecteurs Sûreté aérienne (m/f/x) (niveau B), francophones, pour le SPF Mobilité et Transports (AFG16159)

Ladite sélection a été clôturée le 19 décembre 2016.

Le nombre de lauréats s'élève à 5.

La liste est valable un an.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/200240]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Franstalige inspecteurs Luchtvaartbeveiliging (m/v/x) (niveau B), voor de FOD Mobiliteit en Vervoer (AFG16159)

Deze selectie werd afgesloten op 19 december 2016.

Er zijn 5 laureaten.

De lijst is één jaar geldig.

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/200249]

Résultat de la sélection comparative de Web allrounder (m/f/x) (niveau A), néerlandophones, pour le SPF ETCS (ANG16206)

La sélection comparative de Web allrounder (m/f/x) (niveau A), néerlandophones, pour le SPF ETCS (ANG16206) a été clôturée le 12 décembre 2016.

Le nombre de lauréat s'élève à 1.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/200249]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige Web allrounder (m/v/x) (niveau A) voor de FOD WASO (ANG16206)

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige Web allrounder (m/v/x) (niveau A) voor de FOD WASO (ANG16206) werd afgesloten op 12 december 2016.

Er is 1 geslaagde.

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/200251]

Résultat de la sélection comparative d'Analyst Developer Java (m/f/x) (niveau A2), néerlandophones, pour le SPF ETCS (ANG16271)

La sélection comparative d'Analyst Developer Java (m/f/x) (niveau A2), néerlandophones, pour le SPF ETCS (ANG16271) a été clôturée le 12 janvier 2017.

Le nombre de lauréat(s) s'élève à 0.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/200251]

Resultaat van de vergelijkende selectie van Nederlandstalige Analyst Developer Java (m/v/x) (niveau A2) voor de FOD WASO (ANG16271)

De vergelijkende selectie van Nederlandstalige Analyst Developer Java (m/v/x) (niveau A2) voor de FOD WASO (ANG16271) werd afgesloten op 12 januari 2017.

Er zijn 0 geslaagden.

## SELOR

## BUREAU DE SELECTION DE L'ADMINISTRATION FEDERALE

[2017/200238]

Résultat de la sélection comparative d'accession au niveau A pour la fonction de coordinateurs experts paramédicaux Empreva (m/f/x), francophones, pour le SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement (BFG16172)

Ladite sélection a été clôturée le 21 décembre 2016.

Le nombre de lauréats s'élève à 2.

La liste est valable deux ans.

## SELOR

## SELECTIEBUREAU VAN DE FEDERALE OVERHEID

[2017/200238]

Resultaat van de vergelijkende selectie voor bevordering naar niveau A voor de Franstalige functie van paramedici experts coördinatoren Empreva (m/v/x) voor FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu (BFG16172)

Deze selectie werd afgesloten op 21 december 2016.

Er zijn 2 laureaten.

De lijst is twee jaar geldig.

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2016/00866]

Circulaire relative au rapport de prévention incendie et à la mission d'avis par les zones de secours

Aux présidents des zones de secours

La présente circulaire est destinée aux autorités compétentes des zones de secours.

Les zones de secours rendent des avis et réalisent des contrôles en matière de prévention incendie. Une distinction doit être opérée entre, d'une part, la sensibilisation et la mission d'avis et, d'autre part, le contrôle suivi de la rédaction d'un rapport de prévention incendie. Les avis se donnent sur la base de l'article 3 ou 4 de l'arrêté royal du 19 décembre 2014 fixant l'organisation de la prévention incendie dans les zones de secours. Les contrôles s'effectuent sur la base de l'article 5 de l'arrêté royal précité du 19 décembre 2014.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2016/00866]

Omzendbrief betreffende het brandpreventieverslag en de adviesverlening door de hulpverleningszones

Aan de voorzitters van de hulpverleningszones

Deze omzendbrief is bestemd voor de bevoegde overheden van de hulpverleningszones.

De hulpverleningszones verlenen advies en voeren controles uit met betrekking tot de brandpreventie. Er moet onderscheid gemaakt worden tussen sensibilisering en adviesverlening enerzijds en controle gevolgd door het opstellen van een brandpreventieverslag anderzijds. De adviesverlening gebeurt op basis van artikel 3 of 4 van het koninklijk besluit van 19 december 2014 tot vastlegging van de organisatie van de brandpreventie in de hulpverleningszones. De controles gebeuren op basis van artikel 5 van het voormelde koninklijk besluit van 19 december 2014.

## 1. Mission d'avis

Dans le cadre de la sensibilisation, comme précisé à l'article 3 de l'arrêté royal du 19 décembre 2014, des conseils sont fournis à l'attention d'un groupe cible donné. La manière de rendre des conseils se déroule de façon à ce que le groupe cible soit informé le plus efficacement possible.

Sur la base de l'article 4, la mission d'avis vise à apporter une aide complémentaire à un demandeur d'avis spécifique. De tels avis sont facultatifs. Dans ce cas, la zone de secours ne réalisera aucun contrôle et ne rédigera pas le rapport de prévention incendie prévu par l'article 5 de l'arrêté royal du 19 décembre 2014.

En ce qui concerne la mission d'avis sur la base de l'article 4 de l'arrêté royal du 19 décembre 2014, une distinction est opérée entre les sortes d'avis suivants :

1. avis informatif
2. préaccord

Les zones de secours disposent d'une vaste expertise relative à la prévention incendie. En outre, ces zones mènent dans une certaine mesure une politique en matière de prévention incendie. Les personnes qui demandent un avis informatif auprès de la zone de secours souhaitent faire appel à ses connaissances. Les sujets et la manière dont les avis sont fournis peuvent être de nature fort différente. Le but est que tout un chacun puisse bénéficier d'une aide à la fois rapide et experte.

A cet égard, il est également possible de fournir des informations concernant le fait de savoir si un projet donné est à envisager du point de vue de la sécurité anti-incendie ou non. Un promoteur immobilier ne voudra bien évidemment pas consentir des investissements inutiles dans des études alors que la zone de secours estime que le projet ne réussira jamais l'épreuve de la prévention incendie.

Les avis informatifs peuvent être fournis aussi bien oralement que par écrit. De tels avis ne possèdent aucune valeur contraignante. Ils sont à considérer comme une aide de première ligne. Ce sont la rapidité et l'efficacité qui priment dans ce cas-ci, faisant en sorte que, éventuellement dans une phase ultérieure, lors d'un contrôle approfondi, il sera quand même possible de prendre une décision ne concordant pas avec l'avis informatif rendu antérieurement. Il importe donc que le demandeur d'avis et celui qui le donne fixent clairement le cadre d'intervention et que l'objectif de la demande d'avis soit clairement formulé afin que tous deux sachent qu'il ne s'agit que d'un avis informatif. Celui qui donne l'avis adapte ses recommandations en fonction de la demande spécifique, en tenant compte du but de celle-ci et ce, dans le cadre qui a été tracé. La zone de secours doit toutefois tout mettre en œuvre pour éviter au maximum de rendre des avis contradictoires.

Outre l'avis informatif, un préaccord constitue également une forme d'avis rendu comme prévu à l'article 4 de l'arrêté royal du 19 décembre 2014. Il peut y avoir concertation avec la zone de secours avant que le contrôle sur le fond n'ait lieu. Des solutions peuvent être cherchées en collaboration avec la zone de secours. Le préaccord n'est pas juridiquement contraignant, mais il n'est pas honorable de déroger à une parole donnée. Le préaccord est conclu par écrit. Là aussi, il y a lieu de clairement préciser dans quel cadre et quel objectif le préaccord sera conclu.

## 2. Contrôle : rapport de prévention incendie

### 2.1. Préalablement à une décision d'une autorité publique

Lorsqu'une autorité publique souhaite prendre une décision après un contrôle effectué par la zone de secours, un rapport de prévention incendie sera exigé. Une telle autorité peut, avant d'octroyer une autorisation, par exemple demander à la zone de secours de contrôler les plans ou le bâtiment existant ou le site. La zone de secours réalisera le contrôle et consignera ensuite ses conclusions dans le rapport de prévention incendie.

### 2.2. Cadre et objectif

Ce rapport de prévention incendie doit être suffisamment clair afin que l'autorité requérante puisse prendre sa décision finale en étant bien informée. De son côté, l'autorité requérante doit formuler une demande suffisamment claire aussi afin que la zone de secours puisse réaliser de manière optimale le contrôle. L'article 5, § 4, de l'arrêté royal du 19 décembre 2014 fixant l'organisation de la prévention incendie dans les zones de secours prévoit à cet effet que « (...) Le demandeur précise dans quel cadre et pour quel objectif le contrôle est demandé. Le rédacteur du rapport de prévention incendie tient compte du cadre et de l'objectif dans lesquels le rapport de prévention incendie a été demandé et il adapte sa conclusion en fonction de ceux-ci. ».

## 1. Adviesverlening

Bij het sensibiliseren, zoals bepaald in artikel 3 van het koninklijk besluit van 19 december 2014 wordt raad verleend naar een bepaalde doelgroep. De wijze van raad verlenen gebeurt zodanig dat op de meest doeltreffende manier de doelgroep wordt voorgelicht.

Adviesverlening op basis van artikel 4 is erop gericht een specifieke adviesaanvrager verder te helpen. Zulke adviezen zijn vrijblijvend. De hulpverleningszone voert in dat geval geen controle uit en stelt geen brandpreventieverslag op zoals voorzien door artikel 5 van het koninklijk besluit van 19 december 2014.

Binnen de adviesverlening op basis van artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 december 2014 maakt men onderscheid tussen de volgende soorten adviezen :

1. informatief advies
2. voorakkoord

De hulpverleningszones beschikken over een uitgebreide vakkundige kennis aangaande de brandvoorkoming. Ook voeren de hulpverleningszones in bepaalde mate een beleid inzake brandvoorkoming. Wie een informatief advies aanvraagt bij de hulpverleningszone wenst beroep te doen op de aanwezige kennis. De thema's en de wijze waarop advies wordt verleend kunnen van heel uiteenlopende aard zijn. De bedoeling is dat eenieder snel en vakkundig verder geholpen wordt.

In dit kader is het ook mogelijk om informatie te verstrekken over het feit of een bepaald project te overwegen is vanuit het oogpunt van de brandveiligheid of niet. Een projectontwikkelaar zal met name geen onnodige investeringen willen doen in studies wanneer de hulpverleningszone meent dat het project de toets van de brandvoorkoming nooit zal doorstaan.

Informatieve adviezen kunnen zowel mondeling als schriftelijk verleend worden. Zulke informatieve adviezen hebben geen bindende waarde. Ze zijn te beschouwen als eerstelijns hulp. Snelheid en doeltreffendheid primeren hier, waardoor mogelijks in een latere fase, bij een grondige controle men toch nog een besluit kan nemen dat niet overeenstemt met het eerder verstrekte informatieve advies. Het is dan ook van belang dat adviesverlener en adviesaanvrager duidelijk het kader vastleggen waarin opgetreden wordt en dat het doel van de adviesaanvraag duidelijk gesteld wordt, zodat beiden weten dat het slechts over een informatief advies gaat. De adviesverlener stemt zijn aanbevelingen af op de specifieke vraag, rekening houdend met het doel van de aanvraag en binnen het geschikte kader. Desalniettemin moet de hulpverleningszone alles in het werk stellen om tegenstrijdige uitspraken maximaal te vermijden.

Naast het informatieve advies is ook een voorakkoord een vorm van adviesverlening zoals bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 19 december 2014. Er kan met de hulpverleningszone overleg gepleegd worden vooraleer de controle ten gronde plaatsvindt. Er kan samen met de hulpverleningszone gezocht worden naar oplossingen. Het voorakkoord is niet juridisch bindend, maar het is niet eervol om van een gegeven woord af te wijken. Het voorakkoord wordt schriftelijk vastgelegd. Ook hier moet duidelijk gesteld worden binnen welk kader en met welk doel het voorakkoord afgesloten wordt.

## 2. Controle : brandpreventieverslag

### 2.1. Voorafgaand aan een overheidsbeslissing

Wanneer een overheid een beslissing wil nemen na een controle door de hulpverleningszone, dan is een brandpreventieverslag vereist. Een overheid kan bijvoorbeeld alvorens een vergunning te verlenen de hulpverleningszone verzoeken om de plannen of het bestaande gebouw of de site te controleren. De hulpverleningszone voert de controle uit en schrijft vervolgens haar bevindingen neer in het brandpreventieverslag.

### 2.2. Kader en doel

Het brandpreventieverslag moet voldoende duidelijk zijn zodat de aanvragende overheid goed geïnformeerd haar eindbeslissing kan nemen. De aanvragende overheid moet zelf ook een voldoende duidelijke vraag stellen zodat de hulpverleningszone doeltreffend de controle kan uitvoeren. Artikel 5, § 4, van het koninklijk besluit van 19 december 2014 tot vastlegging van de organisatie van de brandpreventie in de hulpverleningszones bepaalt daartoe « (...) De aanvrager maakt duidelijk binnen welk kader en met welk doel de controle aangevraagd wordt. De opsteller van het brandpreventieverslag houdt rekening met het kader waarbinnen en het doel waartoe het brandpreventieverslag werd aangevraagd en stemt zijn conclusie daarop af. ».

Si l'autorité requérante ne définit pas clairement ou pas précisément le cadre et l'objectif, la zone de secours les adapte, éventuellement en concertation avec l'autorité requérante. Le contrôle a par exemple lieu dans le cadre de la construction d'un nouveau bâtiment de bureaux. L'objectif de l'autorité requérante consiste à savoir si un permis d'urbanisme peut ou non être octroyé pour des raisons de sécurité. Si l'autorité requérante ne prévoit pas le cadre approprié en ne faisant pas référence à la bonne réglementation, la zone peut procéder aux corrections nécessaires. Si, pour la construction d'un bâtiment de bureaux par exemple, l'autorité requérante fait erronément référence à l'annexe 6 de l'Arrêté royal du 7 juillet 1994, la zone peut rectifier et renvoyer à l'annexe correcte.

Un exemple de « Formulaire de demande d'un rapport de prévention incendie à une zone de secours » figure au point 2.8. de la présente circulaire.

L'autorité ne peut invoquer un rapport de prévention incendie que dans la mesure où la situation est demeurée suffisamment identique à la situation au moment où le rapport de prévention incendie a été rédigé. Il se peut qu'un nouveau rapport de prévention incendie soit nécessaire pour cause de transformations, en raison d'une modification des plans ou d'une exécution des plans différente que prévue, ou suite à un changement de la législation. Les rapports de prévention incendie ne demeurent donc valables que pour autant que la situation n'ait pas changé.

### 2.3. Conclusion finale du rapport de prévention incendie

En principe, le demandeur du contrôle n'est pas spécialiste en sécurité incendie. En vue de permettre au demandeur du contrôle de se faire une idée précise quant à la sécurité du projet présenté ou du bâtiment ou de l'événement concerné, une des conclusions suivantes sera utilisée à titre de conclusion finale :

La zone de secours remet :

- a) un rapport de prévention favorable ;
- b) un rapport de prévention favorable moyennant le respect des conditions suivantes ;
- c) un rapport de prévention défavorable.
- d) la rédaction du rapport est impossible en raison du manque d'informations essentielles (indiquer quelles sont les informations manquantes).

La conclusion finale doit être formellement motivée. La motivation doit mentionner, dans le rapport de prévention incendie, les considérations de droit et de fait servant de fondement à la conclusion finale. La motivation doit être adéquate. Les raisons invoquées doivent suffire à étayer la décision. Ce faisant, l'autorité requérante peut également motiver sa décision en faisant référence au rapport de prévention incendie et en communiquant le rapport à l'intéressé.

Les plans d'un bâtiment ne contiennent pas toujours toutes les informations en matière de sécurité incendie. Il se peut que le rédacteur du rapport de prévention incendie souhaite encore formuler quelques remarques pour attirer l'attention de l'intéressé sur certains aspects à ne pas négliger. Ces remarques peuvent faire l'objet d'un point distinct dans le rapport de prévention incendie.

### 2.4. Chacun doit respecter la loi

Le fait que la zone de secours considère un bâtiment ou un site comme étant « conforme à la réglementation » ne dispense pas le maître d'ouvrage, l'entrepreneur, l'architecte, le propriétaire, ... de respecter la réglementation pour des points qui n'ont pas été signalés par la zone de secours. Cette dernière n'effectue qu'un contrôle portant sur tous les points essentiels selon elle et ce, dans un cadre défini, mais il est impossible pour la zone de secours de réaliser un contrôle total. Par ailleurs, il peut être parti du principe de la bonne foi des personnes précitées lors de l'exécution des travaux et celles-ci ne doivent pas prouver, d'avance pour chaque détail, qu'elles réaliseront les travaux conformément à la réglementation. Nul n'est censé ignorer la loi et chacun doit respecter celle-ci. Lorsque des incidents se produisent par la suite, celui qui en est à l'origine sera en principe tenu pour responsable, même si la zone de secours avait émis un « rapport de prévention favorable ». La responsabilité de la zone de secours se limite à la bonne exécution d'un contrôle. Celle-ci remplit cette obligation lorsqu'elle réalise le contrôle au même titre que le ferait une personne normalement consciencieuse, se trouvant dans les mêmes circonstances.

Indien de aanvragende overheid het kader en het doel onduidelijk of onnauwkeurig schetst, stelt de hulpverleningszone, eventueel in overleg met de aanvragende overheid, het kader en het doel bij. De controle vindt bijvoorbeeld plaats in het kader van de bouw van een nieuw kantoorgebouw. Het doel van de aanvragende overheid daarbij is bijvoorbeeld te weten of een stedenbouwkundige vergunning om veiligheidsredenen al dan niet verleend mag worden. Indien de aanvragende overheid dit foutief kadert door te verwijzen naar de verkeerde reglementering, dan kan de zone dit corrigeren. Indien de aanvragende overheid voor de bouw van een kantoorgebouw bijvoorbeeld verkeerdelijk refereert naar de bijlage 6 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994, dan kan de zone dit bijstellen naar de correcte bijlage.

Een voorbeeld van "Aanvraagformulier voor een brandpreventieverslag van een hulpverleningszone" is opgenomen in het punt 2.8. van deze omzendbrief.

De overheid kan zich slechts beroepen op een brandpreventieverslag in de mate dat de situatie voldoende gelijk is gebleven met de situatie toen het brandpreventieverslag opgesteld werd. Mogelijks is een nieuw brandpreventieverslag nodig omwille van verbouwingen, wegens het wijzigen van plannen, wegens het anders uitvoeren van plannen dan voorzien of ten gevolge van een wijziging van de wetgeving. Brandpreventieverslagen blijven slechts geldig voor zover de situatie niet wijzigde.

### 2.3. Eindconclusie van het brandpreventieverslag

De aanvrager van de controle is in principe geen specialist brandveiligheid. Om het voor de aanvrager van de controle mogelijk te maken een goed beeld te krijgen van de veiligheid van het voorliggende project of gebouw of evenement gebruikt men één van de volgende conclusies als eindconclusie :

De hulpverleningszone geeft een :

- a) gunstig brandpreventieverslag ;
- b) gunstig brandpreventieverslag mits naleving van volgende voorwaarden;
- c) ongunstig brandpreventieverslag.
- d) het opmaken van het verslag is onmogelijk wegens het ontbreken van essentiële informatie (met aanduiding van de ontbrekende informatie).

De eindconclusie moet uitdrukkelijk gemotiveerd worden. De motivering moet in het brandpreventieverslag de juridische en feitelijke overwegingen vermelden die aan de eindconclusie ten grondslag liggen. De motivering moet afdoende zijn. De aangehaalde redenen moeten volstaan om de beslissing te schragen. Op die manier kan de overheid die het brandpreventieverslag aanvraag ook haar beslissing motiveren door de verwijzing naar het brandpreventieverslag en de kennisgeving van het brandpreventieverslag aan de betrokkene.

De plannen van een gebouw bevatten niet altijd alle informatie inzake brandveiligheid. Het kan zijn dat de opsteller van het brandpreventieverslag nog bepaalde opmerkingen wenst te maken om de aandacht te trekken op bepaalde aspecten die de betrokkene niet mag vergeten. Zulke opmerkingen kunnen in een apart punt in het brandpreventieverslag vermeld worden.

### 2.4. Elkeen moet de wet respecteren.

Het feit dat de hulpverleningszone een gebouw of een site als "conform de reglementering" beschouwt, ontslaat de bouwheer, de aannemer, de architect, de eigenaar, ... niet van het naleven van de reglementering op punten die niet opgemerkt werden door de hulpverleningszone. De hulpverleningszone voert slechts een controle uit op alle volgens haar belangrijke punten binnen een bepaald kader, maar kan onmogelijk een totale controle uitvoeren. Anderzijds mag uitgegaan worden van de goede trouw van de voormelde personen bij de uitvoering van de werken en hoeven zij niet voor elk detail op voorhand aan te tonen dat zij de werken conform de reglementering zullen uitvoeren. Iedereen wordt verondersteld de wet te kennen en elkeen moet de wet respecteren. Wanneer zich achteraf incidenten voordoen zal in principe de veroorzaker van het incident aansprakelijk zijn, zelfs al had de hulpverleningszone een "gunstig brandpreventieverslag" gegeven. De verantwoordelijkheid van de hulpverleningszone beperkt zich tot het goed uitvoeren van een controle. Zij voldoet hieraan wanneer zij de controle uitvoert, zoals een normaal zorgvuldig persoon, geplaagd in dezelfde omstandigheden, dat zou doen.

### 2.5. Réglementation applicable

La zone de secours contrôle sur la base de la réglementation applicable. Ainsi, pour contrôler par exemple les plans d'une nouvelle construction, la zone se basera dans un premier temps sur l'arrêté royal du 7 juillet 1994 fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion, auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Par ailleurs, la zone de secours peut également formuler des remarques au sujet d'autres réglementations applicables, comme p.ex. l'art. 52 du RGPT, même si cette zone n'est pas l'instance qui a été désignée pour contrôler la protection du travail.

Il est important de toujours bien regarder le domaine d'application d'une réglementation déterminée afin de savoir si un texte donné s'applique ou non. Le domaine d'application est généralement défini dans un des premiers articles du texte. Si plusieurs textes sont d'application en même temps, ils doivent alors en principe aussi être appliqués ensemble. Généralement, cela conduira, dans le cadre de la prévention incendie, à l'application de la règle la plus contraignante.

Si, dans le cadre de la réglementation, une dérogation est accordée à un bâtiment déterminé, ce bâtiment doit satisfaire à la réglementation, à l'exception des points pour lesquels une dérogation a été accordée. Les exigences éventuelles imposées dans la dérogation doivent être respectées.

### 2.6. Défaut de réglementation

Lorsqu'elle rédige le rapport de prévention incendie, la zone de secours doit se baser sur la réglementation existante en matière de prévention incendie. La zone de secours ne peut pas exiger plus que ce qui est fixé dans la réglementation. Si aucune réglementation ne s'applique, la zone de secours devra constater le défaut de réglementation. Or, la zone de secours devra quand même effectuer un contrôle et juger de la sécurité du bâtiment, du site, de l'événement, ... A défaut de réglementation ou si un aspect particulier n'est pas, ou est manifestement incomplètement réglementé et que la zone de secours estime qu'il s'agit d'une situation dangereuse, cette dernière doit le faire remarquer et peut proposer des exigences afin de garantir une sécurité minimale. Dans ce cas, il est question d'un risque non couvert par la réglementation. La zone de secours doit faire preuve de réserve dans ces circonstances. Elle ne peut pas prendre la place du législateur et imposer des exigences complémentaires arbitraires. La zone de secours doit veiller à ce que ses propositions et conditions soient proportionnelles et raisonnables par rapport à l'objectif visé. Il est à recommander de mettre en place, au sein de la zone ou à l'échelon interzonal, des directives afin de traiter de manière similaire des cas similaires. Il est nécessaire d'avoir une motivation solide pour les propositions et conditions figurant dans le rapport de prévention incendie. La zone de secours peut baser sa motivation sur l'expérience professionnelle du service d'incendie et sur les connaissances générales en matière de sécurité anti-incendie. Et elle peut étayer ses conclusions en se référant à des normes de nature différente, nationales ou étrangères.

Une norme technique n'est pas d'application obligatoire, sauf si cette norme a été imposée dans la réglementation par une décision de l'autorité (loi, arrêté, ...).

### 2.7. Région de Bruxelles-Capitale

La présente circulaire s'applique également mutatis mutandis dans la Région de Bruxelles-Capitale. Les termes "zone" ou "zone de secours" doivent aussi être entendus comme visant le service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale dans cette circulaire.

2.8 Exemple de formulaire de demande d'un rapport de prévention incendie à une zone de secours

Demande d'un rapport de prévention incendie à une zone de secours :

#### 1. Demandeur

Nom et fonction :

agissant pour l'autorité publique/organisation :

Adresse :

e-mail :

téléphone :

#### 2. Localisation géographique

Nom du bien/du lieu :

ou nom de l'activité :

date de l'activité :

Adresse :

Données cadastrales éventuelles ou autres données de localisation :

### 2.5. Toepasselijke reglementering

De hulpverleningszone controleert op basis van de reglementering die van toepassing is. Zo zal de hulpverleningszone bijvoorbeeld de plannen voor een nieuwbouw in eerste instantie controleren op basis van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. De hulpverleningszone mag tegelijkertijd ook opmerkingen maken over andere toepasselijke reglementering, bijvoorbeeld art. 52 van het ARAB, zelfs al is zij niet de instantie die aangeduid werd ter controle van de arbeidsbescherming.

Het is belangrijk steeds goed naar het toepassingsgebied van een bepaalde reglementering te kijken om te weten of een bepaalde tekst al dan niet van toepassing is. Het toepassingsgebied is meestal bepaald in één van de eerste artikelen van de tekst. Indien meerdere teksten tegelijkertijd van toepassing zijn, dan dienen zij in principe ook samen toegepast te worden. Meestal zal dit in het kader van de brandpreventie leiden tot de toepassing van het strengste voorschrift.

Wanneer in het kader van de wetgeving een afwijking wordt toegestaan voor een bepaald gebouw dan moet dit gebouw voldoen aan de wetgeving met uitzondering van de punten waarvoor een afwijking toegestaan werd. Eventuele eisen opgelegd in de afwijking dienen nageleefd te worden.

### 2.6. Gebrek aan reglementering

Bij het opstellen van het brandpreventieverslag dient de hulpverleningszone zich te baseren op de bestaande reglementering inzake brandvoorkoming. De hulpverleningszone mag geen hogere eisen stellen dan wat bepaald werd in de reglementering. Indien geen reglementering van toepassing is, moet de hulpverleningszone het gebrek aan reglementering vaststellen. Toch zal de hulpverleningszone controle moeten uitvoeren en de veiligheid van het gebouw, site, evenement, ... beoordelen. Bij gebrek aan reglementering, of indien een bepaald aspect niet of klaarblijkelijk onvolledig gereguleerd werd en de hulpverleningszone oordeelt dat er sprake is van een gevaarlijke toestand dan dient de hulpverleningszone dit op te merken en mag zij eisen voorstellen om een minimale veiligheid te garanderen. In dat geval is er sprake van een niet door de reglementering afgedekt risico. De hulpverleningszone dient zich in zulke gevallen terughoudend op te stellen. De hulpverleningszone mag zich niet in de plaats van de wetgever stellen en willekeurig bijkomende eisen opleggen. De hulpverleningszone moet erover waken dat haar voorstellen en voorwaarden proportioneel en redelijk zijn in verhouding met het beoogde doel. Het strekt tot aanbeveling om binnen de zone of interzoonaal richtlijnen uit te werken om soortgelijke gevallen op een soortgelijke manier te behandelen. Een grondige motivatie van de voorstellen en voorwaarden opgenomen in het brandpreventieverslag is noodzakelijk. De hulpverleningszone kan haar motivering baseren op de professionele ervaring van de brandweer en op de algemene kennis omtrent brandveiligheid. Zij kan haar conclusies kracht bijzetten door te verwijzen naar normen van verschillende aard, nationale of buitenlandse.

Een technische norm valt niet onder de vigerende reglementering, tenzij deze norm werd overgenomen in de reglementering door middel van een beslissing van de overheid (wet, besluit, ...).

### 2.7. Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Deze omzendbrief is mutatis mutandis ook van toepassing in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. In deze omzendbrief worden onder de termen "zone" en "hulpverleningszone" ook de Brusselse Hoofdstedelijke dienst voor brandweer en dringende medische hulp begrepen.

2.8. Voorbeeld van aanvraagformulier voor een brandpreventieverslag van een hulpverleningszone

Aanvraag brandpreventieverslag van de hulpverleningszone :

#### 1. Aanvrager

Naam en functie :

optredend voor de overheid/organisatie :

Adres :

e-mail :

telefoon :

#### 2. Geografische situering

Naam van het goed/de locatie :

of naam van de activiteit :

datum van de activiteit :

Adres :

eventueel kadastrale of andere gegevens voor de plaatsbepaling :

## 3. Cadre et objectif

A réaliser ou existant :

o concernant un projet à réaliser ou un futur événement ;

o concernant un bâtiment existant ou une activité en cours.

Réglementation applicable :

Objectif de la demande :

o En vue d'introduire un permis d'urbanisme

o En vue d'introduire une demande de permis d'exploitation pour ...

o Nécessaire en vue de l'obtention de subsides pour ...

o Autre(s) :

## 4. Signature du demandeur

Signé le :

à :

signature

La présente circulaire remplace la circulaire ministérielle du 17 novembre 2009 relative au rapport de prévention incendie et la circulaire ministérielle du 18 juin 1991 relative au rapport-type national de prévention incendie.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Bruxelles, le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Jan JAMBON

## 3. Kader en doel

Toekomstig of bestaand :

o met betrekking tot een te realiseren project of toekomstig evenement ;

o met betrekking tot een bestaand gebouw of aanwezige activiteit.

Toepasselijke regelgeving :

Doel van de aanvraag :

o Aanvraag stedenbouwkundige vergunning

o Aanvraag exploitatievergunning voor ...

o Nodig voor het bekomen van subsidies voor ...

o Andere :

## 4. Handtekening aanvrager

Ondertekend op :

te :

handtekening

Deze omzendbrief vervangt de ministeriële omzendbrief van 17 november 2009 betreffende het brandpreventieverslag en de ministeriële omzendbrief van 18 juni 1991 met betrekking tot het nationaal type brandpreventieverslag.

Met de meeste hoogachting,

Brussel, 1 december 2016.

Jan JAMBON

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/10190]

**Appel relatif à l'obtention du certificat d'aptitude fédéral pour les candidats sapeur-pompier (cadre de base) et candidats capitaines (cadre supérieur)**

## 1. Organisation des épreuves d'aptitude

Le premier test (test de compétence) pour les candidats sapeurs-pompier (cadre de base – professionnels et volontaires) sera organisé :

- Les 21 janvier 2017, 14 février 2017, 18 février 2017, 18 mars 2017, 28 mars 2017, 18 avril 2017, 20 mai 2017, 23 mai 2017, 13 juin 2017, 9 septembre 2017, 19 septembre 2017, 10 octobre 2017, 24 octobre 2017, 18 novembre 2017 en 28 novembre 2017, à Gand, Paulo brandweeropleiding – Sprenonkstraat 5, 9042 Gent (épreuves en néerlandais).

- Les 18 mars 2017, 10 juin 2017, 23 septembre 2017 en 2 décembre 2017, à Asse, Provinciaal Instituut voor Vorming en Opleiding – Pivo – Poverstraat 75, 1731 Zellik (épreuves en néerlandais).

Le premier test (test de compétence) pour les candidats capitaines (cadre supérieur – professionnels et volontaires), sera organisé :

- Le 11 février 2017, à Gand, Paulo brandweeropleiding – Sprenonkstraat 5, 9042 Gand (épreuves en néerlandais).

## 2. Inscriptions

- Epreuves à Gand

1° Les inscriptions sont ouvertes à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 et doivent avoir lieu le plus rapidement possible.

2° Les inscriptions sont clôturées le jour qui précède le test cognitif. Le nombre d'inscriptions est limité à 50 pour les candidats sapeurs-pompier. Le nombre d'inscriptions pour les candidats capitaines est limité à 24.

3° Vous devez vous inscrire par voie électronique, sur : [www.jedevienspompiers.be](http://www.jedevienspompiers.be)

4° Le test d'habileté manuelle opérationnelle et les épreuves physiques seront organisés à une date ultérieure.

- Epreuves organisées à Asse

1° Les inscriptions sont ouvertes à partir du 1<sup>er</sup> février 2017 et doivent avoir lieu de préférence le plus rapidement possible.

2° Les inscriptions sont clôturées le jour qui précède le test cognitif. Le nombre d'inscriptions est limité à 40 pour les candidats sapeurs-pompier.

3° Vous devez vous inscrire par voie électronique, sur : [www.jedevienspompiers.be](http://www.jedevienspompiers.be)

4° Toutes les épreuves (compétence, habileté manuelle et physiques) sont organisées le même jour.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/10190]

**Oproep tot het behalen van het federaal geschiktheidsattest voor kandidaat-brandweermannen (basiskader) en voor kandidaat-kapiteins (hoger kader)**

## 1. Organisatie van de geschiktheidsproeven

De eerste test (competentietest) voor kandidaat-brandweermannen (basiskader - beroeps en vrijwilligers), wordt georganiseerd :

- Op 21 januari 2017, 14 februari 2017, 18 februari 2017, 18 maart 2017, 28 maart 2017, 18 april 2017, 20 mei 2017, 23 mei 2017, 13 juni 2017, 9 september 2017, 19 september 2017, 10 oktober 2017, 24 oktober 2017, 18 november 2017 en 28 november 2017, in Gent, Paulo brandweeropleiding – Sprenonkstraat 5, 9042 Gent (proeven in het Nederlands).

- Op 18 maart 2017, 10 juni 2017, 23 september 2017 en 2 december 2017, in Asse, Provinciaal Instituut voor Vorming en Opleiding – Pivo – Poverstraat 75, 1731 Zellik (proeven in het Nederlands).

De eerste test (competentietest) voor kandidaat-kapiteins (hoger kader - beroeps en vrijwilligers), wordt georganiseerd :

- Op 11 februari 2017, in Gent, Paulo brandweeropleiding – Sprenonkstraat 5, 9042 Gent (proeven in het Nederlands).

## 2. Inschrijvingen

- Proeven in Gent

1° De inschrijving is mogelijk vanaf 1 januari 2017 en gebeurt bij voorkeur zo vroeg mogelijk.

2° De inschrijvingen worden afgesloten de dag voordat de cognitieve test plaatsvindt. Het aantal registraties is beperkt tot 50 voor kandidaat-brandweermannen. Het aantal registraties voor kandidaat-kapiteins is beperkt tot 24.

3° U dient zich elektronisch in te schrijven via volgende site : [www.ikwordbrandweer.be](http://www.ikwordbrandweer.be)

4° De operationele handvaardigheidstest en de fysieke proeven worden op een latere datum georganiseerd.

- Proeven in Asse

1° De inschrijving is mogelijk vanaf 1 februari 2017 en gebeurt bij voorkeur zo vroeg mogelijk.

2° De inschrijvingen worden afgesloten de dag voordat de cognitieve test plaatsvindt. Het aantal registraties is beperkt tot 40 voor kandidaat-brandweermannen.

3° U dient zich elektronisch in te schrijven via : [www.ikwordbrandweer.be](http://www.ikwordbrandweer.be)

4° Alle proeven (competentieproef, handvaardigheidsproef en fysieke proeven) worden op dezelfde dag georganiseerd.